

## Montée en généralité des luttes contre les grands projets

<https://www.contretemps.eu> **inutiles et imposés** **redaction**  
Nous sommes de retour du Deuxième Forum Thématique Européen contre les Grands Projets Inutiles et Imposés (GPII), organisé du 7 au 11 juillet sur le site du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes dans les environs de Nantes du 7 au 11 juillet.

Accueilli-e-s par la pluie dans ce coin très vert de bocage le premier jour du Forum, nous avons dû arriver par un chemin détourné, car nous ratons l'accueil bigarré de la barrière douanière « Pillage Vinci » qui interpelle les automobilistes à proximité du rassemblement. Nous ne découvrirons ces activistes, clowns que le lendemain, et c'est par la guérite plus classique de l'Association Citoyenne Intercommunale des Populations concernées par le projet d'Aéroport de Notre-Dame-des-Landes (ACIPA), qui se charge de l'organisation du forum, que nous entrons..

La lutte contre le projet d'aéroport est menée depuis le début des années 70 et a pris les formes d'une lutte de temps-long. D'abord organisée autour d'une association de paysan-ne-s créée en 72 (ADECA), l'ACIPA est créée dans les années 2000 pour élargir le spectre des mobilisé-e-s. Sous ces diverses formes, la contestation affronte l'entêtement toujours reformulé des pouvoirs locaux et nationaux pour justifier le projet (sécurité, environnement, affluence, tourisme, etc.). Le champ qui accueille les chapiteaux et les stands du Forum se situe en bordure de la ZAD, "Zone d'Aménagement Différée" telle que déclarée en 1974 par les pouvoirs publics. Pour ses occupant-e-s actuel-le-s, elle est devenue "Zone à Défendre". La ZAD est habitée par des collectifs radicaux depuis 2009 suite aux premières tentatives de forage du sol et à l'appel à occupation lors du Camp Action Climat. Le conflit de Notre-Dame-des-Landes se place dans un sillon de lutte qui trouve ses sources au Larzac, à Plogoff, ravivées dans les discussions et sur les banderoles du Forum. L'occupation de la ZAD est à la fois une action de résistance au projet d'aéroport et une expérience de vie autogérée, alternative et communautaire. Des cabanes dans les arbres ont rejoint les caravanes et les maisons occupées, un potager collectif, une chevrerie et une boulangerie permettent de subvenir aux besoins de la centaine d'occupant-e-s pendant plusieurs mois de l'année et d'alimenter une cantine à Nantes, un canard hebdomadaire est distribué sur la ZAD et Radio Klaxon a investi les ondes.

*D'une diversité de luttes locales...*

Le Forum contre les Grands Projets Inutiles et Imposés propose la convergence de toutes les Notre-Dame-des-Landes d'Europe et d'au delà. Ainsi, la ZAD est elle-même « occupée » par une myriade de luttes : contre le déploiement de nouvelles lignes de TGV ou de nouvelles gares, d'autoroutes, d'aéroports, celles qui s'opposent à la construction de stades de foot ou de rugby, de parcs de loisirs, à l'enfouissement de déchets nucléaires, ou encore au déploiement du Grand Paris. Le programme du Forum rend compte de l'ampleur des causes à réunir : énergie, agriculture, climat, transport. A la sortie de la première rencontre, c'est une impression de catalogue bariolé, de juxtaposition de luttes, qui se dégage. Le mouvement est naissant, se cherche, les collectifs apprennent à se connaître, de nouveaux venus s'invitent.

La rencontre a en effet quelque chose d'un défi posé aux cadres militants qui habitent la mosaïque des luttes représentées. Ce défi est d'abord celui de la diversité des installations contestées : centrales nucléaires et lignes de chemin-de-fer ne supposent pas les mêmes récits, les mêmes critiques, les mêmes militant-e-s et les mêmes stratégies. Aux différences qui existent entre les objets de luttes s'articulent celles qui façonnent les formes d'organisations et l'histoire des causes militantes. Les différences politiques cohabitent au sein des mouvements comme entre les différentes luttes du Forum. Les mouvements anti-nucléaires ont une longue histoire militante qui n'est pas celle du tout jeune COSTIF contre le Grand Paris. Différences des objets de luttes, différences des histoires militantes, différences aussi des stratégies mises en place. Là encore, le prisme de l'action contestataire appropriée est large et varié : les radicaux-les occupant la ZAD étoient des collectifs qui comptent sur la négociation avec les pouvoirs publics ou les recours juridiques, des groupes d'élus-e-s, soucieux-ses de respecter les lois - et passant par elles pour porter leur causes. Enfin, la diversité représentée au Forum nous parle d'un « localisme » des luttes qui peut rendre difficile leur montée en généralité - leur formulation comme un problème politique d'ensemble, comme le diagnostic d'enjeux politiques, sociaux, écologiques et démocratiques contemporains. Ajoutons également que si elles sont visibles dans le Forum comme une mosaïque, ces luttes sont bien plus isolées dans leurs réalités quotidiennes. Elles émergent souvent de micro mobilisation qui donnent forme à un « problème local », elles existent sur des territoires morcelés et parfois très isolés, et génèrent des rapports de force différents (degré de sympathie des habitant-e-s, niveau de tensions avec les pouvoirs publics locaux, avec la police, avec les institutions et entreprises contestées).

*...Vers une cause commune.*

On pourrait dire que ces luttes locales se retrouvent autour de la défense d'un territoire et de l'opposition à une certaine construction - matérielle et sociale - du monde. Elles ciblent les grands projets inutiles imposés, luttent contre leurs « développements programmés ». Elles s'articulent autour de l'opposition à un « désaménagement des territoires » et aux pratiques de « décohérence ». En prenant pour cible de grands dispositifs socio-techniques, la mosaïque composée par ces luttes communique quelque chose de caractéristique de la période dans laquelle nous nous trouvons. Bien qu'ayant des objets différents, elles contestent toutes de grandes installations qui incarnent le progrès, la croissance, cet avenir socio-technique qui nous est présenté comme nécessaire. La juxtaposition même de ces luttes pour « nos » quartiers, « nos » campagnes, « nos » forêts donne à voir l'absurdité du développement techno-industriel, même décoloré durable. Car si ni de l'EPR ni de Bures nous ne voulons en France, on peut espérer que ce n'est pas davantage au sud Mexique que les multinationales de l'énergie implanteront d'immenses parcs éoliens auxquels résistent actuellement les communautés mexicaines... De l'autoroute de la forêt de Khimki à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, c'est Vinci que l'on retrouve. Partout, les multinationales du béton et de l'énergie qui viennent développer, urbaniser, aménager, globaliser... le tout dans une atmosphère très croissance verte - où les fauteurs de « crise » se transforment en pompiers pyromanes. L'opposition à ces GPII questionne, plus ou moins radicalement, la relance d'un mode de développement qui a déjà dépassé nos limites terrestres.

En s'attaquant à des « choses », elles formulent l'enjeu des choix de société qui habitent les avions, les déchets radioactifs, les échangeurs... les techniques qui maillent notre existence. Elles s'opposent à des choses, mais en défendent d'autres : ces contestations expriment positivement le besoin de repenser la démocratie des territoires, celle des modes de vie autant que celle de l'environnement. Prise de décisions, bocage, radis et grenouilles participent tou-te-s de ce qui est à défendre et à opposer, et interrogent nos espaces vitaux - leur existences techniques et non-techniques, humaines et non-humaines. Cette positivité n'est pas à considérer naïvement, elle ne crée évidemment pas de consensus au sein des mouvements, mais elle explicite un militantisme de l'environnement du quotidien, du proche et du mode de vie. Elle rappelle que la politisation de l'environnement ne doit pas uniquement être celle de l'agenda militant global des contre-sommes climatiques.

Enfin, et de façon peut être la plus symptomatique de la situation française actuelle, il faut noter que nombre de ces mouvements se sont confrontés aux nouvelles machines institutionnelles éco-politiques et participatives. Nucléaire, autoroutes, Grand Paris, aéroports, chacune à eu le droit à son Débat Public. Pour l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, le Grenelle de l'environnement, qui s'était pourtant opposé de principe à la construction de tout nouvel aéroport, a même labélisé le projet du label "Haute Qualité Environnementale". Les mobilisé-e-s y ont parfois pris part, s'y sont souvent opposé-e-s, ont toujours été déçu-e-s. Ainsi, au milieu du Forum contre les GPII, on réalise à quel point la « solution participative », fournie par les mêmes promoteurs-rices que les Grands Projets, est devenue une épreuve nouvelle des batailles à mener, menaçant de diviser et d'étouffer les mouvements de contestation. Cet usage de « mécanisme démocratiques » pour conduire l'acceptabilité des GPII vient s'ajouter à la liste de ce qui est reproché aux pouvoirs publics. Car, si Vinci ou ses équivalents sont les porteurs évidents des grands projets, il serait trop rapide d'omettre le rôle des États : ils offrent souvent les garanties financières à des opérations bancales autant qu'ils supportent le déploiement des projets avec des supports répressifs, policiers et judiciaires, comme c'est la réalité quotidienne à Notre-Dame-des-Landes, durée du Forum mise à part. Les opposant-e-s aux GPII semblent d'accord sur le fait que l'option « plus d'Etat » ne fonctionne pas mécaniquement et ne peut pas constituer à elle seule une alternative.

Mais, au delà de l'intérêt de ces rencontres pour des causes particulières, l'expression "Grand Projets Inutiles et Imposés" répond surtout au besoin de formuler une cause commune. Faire diffuser cette expression est d'ailleurs l'un des enjeux de la déclaration de clôture du Forum : « Nos luttes concrètes, leur convergence font émerger aujourd'hui le concept de Grands Projets Inutiles et Imposés. Nous voulons expliquer et populariser largement ce concept. ». La montée en généralité suppose une caractérisation de ce qui unit ces luttes : luttes contres des grandes installations qui incarnent, très concrètement, des logiques capitalistes et industrialistes dont les ramifications sociales et environnementales sont néfastes - et qui explicitent le fait qu'en matière de grands

## Montée en généralité des luttes contre les grands projets

<https://www.contretemps.eu>

inutiles et imposés

redaction

projets techniques, il n'est pas de démocratie qui tienne, qui défendent une autre occupation et habitation de nos territoires que

comme « capital-espace à gérer<sup>1</sup> ».

En cela, ce mouvement contre les GPII semble prendre une autre trajectoire que celle du Larzac ou de Pogloff (mobilisations locales sur des luttes très spécifiques), et impose de se distinguer des discours « c'était mieux dans les années 70 parce que les collectifs militants étaient plus forts ». La montée en généralité et l'exploration d'autres répertoires critiques semblent en effet tracer une voie différente – et toute aussi intéressante que les luttes fondatrices auxquelles ces mouvements se réfèrent.

Cette cause commune est connectée à une composition plus globale : celle des Forums Sociaux Européen et Mondial. Ainsi, la déclaration de clôture de Notre-Dame-des-Landes annonce la participation de ses collectifs à une rencontre européenne à Florence du 8 au 11 novembre 2012 et au Forum Social Mondial de Tunisie en mars 2013. Mais, c'est peut être moins un rendez-vous qu'elle donne à ses participant-e-s qu'aux acteurs-rices, des forums sociaux eux-mêmes, encourageant à mettre le problème des grands projets techniques à l'agenda altermondialiste.

En savoir plus:

Des nouvelles de l'occupation ZAD : <http://nddlagirdesobeir.noblogs.org/>

Notre émission de radio, tous les jeudis de 20h30 à 21h30 sur Fréquence Paris Plurielle (106.3fm à Paris) ou sur [zoom-ecologie.net](http://zoom-ecologie.net)

Une histoire très documentée de la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, voir le numéro 4 de la revue Z.

1Thème de la conférence des départements du futur Sillon Alpin à Annecy-le-Vieux le 17 octobre 2002. (PMO, Le serpent alpin ou le saccage du territoire allobroge.)